

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/N/2/FJI/1

2 avril 1997

(97-1312)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'APPLICATION ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR L'EVALUATION EN DOUANE

Liste de questions

Fidji

Conformément à la décision adoptée par le Comité de l'évaluation en douane du Tokyo Round du 5 mai 1981 (G/VAL/5), la Mission permanente des Fidji présente les réponses ci-jointes à la liste de questions.

Appendice VIII

Question 1 a) i)

Réponse: Article 2 1) d) i) ii), partie 2 de la Liste 1

Selon cet article, la valeur en douane des marchandises sera la valeur transactionnelle pour les ventes entre personnes liées, lorsque leurs liens n'ont pas influencé le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises, ou lorsqu'il est démontré conformément au paragraphe 3 de l'article 2, partie 2 de la Liste 1 de la Loi de 1986 sur le tarif douanier, que le prix des marchandises n'a pas été influencé.

Question 1 a) ii)

Réponse: Article 2 1) de la partie 2 et article 2 2) de la partie 2

L'existence de listes de prix de cession entre sociétés est considérée comme l'indication d'une possibilité que les prix soient influencés, mais en règle générale, il s'agit d'un facteur parmi d'autres pouvant donner à penser que les liens ont influencé le prix. L'existence de prix de cession entre sociétés n'est toutefois pas spécifiquement mentionnée dans la législation fidjienne, où il est seulement fait mention de l'acheteur et du vendeur qui sont liés et du fait que, par conséquent, ces liens ont pu influencer ou non le prix payé pour les marchandises.

Question 1 a) iii)

Réponse: Article 2 2) de la partie 2

Le fonctionnaire qui procède à l'évaluation en douane des marchandises (valeur en douane) notifie à l'importateur des marchandises les motifs qu'elle a de considérer que les liens entre acheteur et vendeur peuvent avoir influencé le prix. Si l'importateur le demande, cette notification se fait par écrit. Dans la notification, les douanes expliquent les motifs pour lesquels elles estiment que le prix a pu être influencé.

Question 1 a) iii)

Réponse: Article 2 3) de la partie 2

Cet article n'appelle pas de commentaire et reprend le paragraphe 2 b) i), ii) et iii) de l'article premier de l'Accord. Comme les autres Membres de l'OMC, Fidji n'a pas mis en application le paragraphe 2 b) iv) de l'article premier de l'Accord du GATT sur la valeur en douane, cette méthode des valeurs critères ayant été éliminée par tous les Membres.

Question 1 b)

Réponse: Article 51 de la Loi de 1986 sur le tarif douanier

Aux termes de cet article, sur demande écrite du propriétaire/importateur, le Contrôleur (Comptroller):

- a) procède à de nouvelles mesures, un nouveau pesage, un examen ou un inventaire de toutes marchandises entreposées;

- b) procède à une nouvelle évaluation des marchandises passibles d'un droit *ad valorem* qui ont pu être endommagées et le droit à payer sur ces marchandises sera calculé sur la base de l'examen ou de l'évaluation effectués conformément au paragraphe a) ou b).

Question 2

Réponse: Voir article 1 de la partie 1 - "Base de l'évaluation"

Cet article dispose que, sur demande écrite de l'importateur adressée au Contrôleur (Comptroller), l'ordre d'application des méthodes d'évaluation décrites dans les articles 5 et 6 de l'Accord (articles 6 et 7 de la partie 2) sera inversé, avec confirmation écrite du Contrôleur.

Question 3

Réponse: Voir article 6 4) de la partie 2

La législation fidjienne pertinente dispose ce qui suit:

- 4) "Lorsque les marchandises qui sont évaluées ne sont pas vendues aux Fidji dans les conditions décrites au paragraphe 2 ou au paragraphe 3 du présent article, mais qu'après montage, emballage ou après ouvraison ou transformation ultérieure aux Fidji, ces marchandises sont vendues dans le pays avant l'expiration d'un délai de 90 jours après leur importation, et lorsque l'importateur demande l'application du présent paragraphe pour déterminer la valeur en douane desdites marchandises, la méthode déductive utilisée pour l'évaluation sera celle du prix unitaire pratiqué pour les ventes décrites au paragraphe 5 du présent article et déterminé conformément audit paragraphe, avec les ajustements opérés conformément au paragraphe 6 du présent article, auquel le plus grand nombre d'unités des marchandises à évaluer est vendu."

En réalité, il est peu probable que les dispositions de cet article soient appliquées par les Fidji, qui sont un petit pays en développement, et la méthode déductive d'évaluation sera probablement d'une utilisation limitée, et seulement dans le cas de marchandises vendues en consignation ou aux enchères.

Question 4

Réponse: Article 7 2) A) B) et article 7 4) de la partie 2

La législation pertinente dispose ce qui suit:

Article 7 "2) La valeur calculée des marchandises à évaluer est égale à la somme des éléments suivants:

- a) Le coût, avec les frais et dépenses y relatifs, ou la valeur:
- i) des matières utilisées pour produire les marchandises à évaluer, et
 - ii) de la production ou de l'ouvraison ou la transformation ultérieure des marchandises à évaluer, déterminés sur la base:
 - A) de la comptabilité du producteur des marchandises à évaluer; ou

- B) de tout autre renseignement suffisant concernant la production des marchandises à évaluer - qui seront fournis par le producteur des marchandises, ou en son nom, et présentés d'une manière compatible avec les principes de comptabilité généralement admis dans le pays de production des marchandises, et sans restreindre la portée générale de ce qui précède" - (voir législation).

En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 6, le législateur fidjien part du principe que, pour que la méthode de la valeur calculée fonctionne, il faut accepter le fait que les renseignements soient détenus par un producteur situé dans un autre pays. Il reconnaît aussi qu'il est plus probable que la méthode de la valeur calculée sera appliquée dans les cas où l'acheteur et le vendeur sont liés. Dans les autres cas, le fournisseur se trouvant dans un pays étranger ne va pas produire sa comptabilité à la demande d'un acheteur avec lequel il n'a pas de lien, et il n'est pas non plus censé le faire.

En conséquence, il est demandé à l'article 7 2) A) + B) que des détails financiers appropriés extraits de pièces comptables du producteur, ou des renseignements suffisants concernant la production des marchandises à évaluer, soient fournis par le producteur ou en son nom.

Article 7 "4) Le montant pour les bénéfices et frais généraux visé au paragraphe 2 b) du présent article sera calculé sur la base d'un pourcentage et déterminé à partir de renseignements présentés d'une manière compatible avec les principes de comptabilité généralement acceptés dans le pays de production des marchandises à évaluer, et qui seront fournis:

- a) par le producteur des marchandises à évaluer ou en son nom, ou
- b) lorsque les renseignements fournis par le producteur des marchandises à évaluer ou en son nom ne sont pas suffisants, sur la base d'un examen des ventes pour l'exportation à destination des Fidji du groupe, ou de la gamme, le plus étroit de marchandises de la même espèce ou de la même nature à partir duquel des renseignements suffisants peuvent être obtenus, de l'avis du Contrôleur (Comptroller)."

Les dispositions du présent paragraphe reposent sur le même principe que celles de l'article 7 2) A) + B) dans la mesure où l'on considère que les renseignements sur les bénéfices et frais généraux doivent être fournis par le producteur des marchandises ou en son nom.

Si l'administration des douanes estime qu'elle n'a pas de renseignements suffisants pour pouvoir déterminer la valeur en douane (et cela peut être dû au fait qu'aucun renseignement n'a pu être fourni), on tentera de procéder à l'évaluation en appliquant les dispositions de l'article 7 (article 8 de la Loi fidjienne).

Question 5 a)

Réponse: Article 8 1) de la partie 2

Selon la législation fidjienne, la valeur en douane est déterminée à partir de renseignements disponibles aux Fidji sur la base d'une valeur dérivée des méthodes d'évaluation décrites dans les articles 2 à 7 (articles 1 à 6 de l'Accord).

Question 5 b)

Réponse: Article 9 de la partie 2

Le texte de la Loi fidjienne, indiqué ci-après, n'appelle pas de commentaires:

Article 9. Fourniture de renseignements: Sur demande écrite d'un importateur de marchandises, le Contrôleur informera par écrit ledit importateur de la valeur en douane des marchandises et de la méthode utilisée pour la déterminer, notamment les dispositions de la présente loi applicables en la matière.

Question 5 b)

Réponse: Article 8 2) de la partie 2

Le texte de la Loi fidjienne reprend entièrement les dispositions de l'article 7, paragraphe 2, et se lit comme suit:

- 2) La valeur en douane ne sera pas déterminée en se fondant sur:
- a) le prix de vente aux Fidji de marchandises produites dans ce pays,
 - b) un système prévoyant l'acceptation de la plus élevée de deux valeurs possibles,
 - c) le prix de marchandises sur le marché intérieur du pays d'exportation,
 - d) le coût de production, autre que les valeurs calculées qui auront été déterminées pour des marchandises identiques ou similaires conformément aux dispositions de l'article 7 de la présente Liste,
 - e) le prix de marchandises vendues pour l'exportation à destination d'un pays autre que Fidji,
 - f) une valeur en douane minimale, ou
 - g) des valeurs arbitraires ou fictives.

Question 6

Réponse: Article 3 1) a) vi) de la partie 2 et article 3 1) b) i) B de la partie 2

L'article 3 de la partie 2 de la Loi fidjienne concerne les situations dans lesquelles il peut y avoir ajustement du prix lorsqu'il est nécessaire d'ajouter ou de déduire des sommes qui, soit ne sont pas comprises dans le prix, soit n'en sont pas exclues, selon le cas, de la manière suivante:

Article 3 **Ajustement du prix payé ou à payer** - 1) le prix payé ou à payer pour les marchandises vendues pour l'exportation à destination des Fidji sera ajusté:

- a) en ajoutant les éléments suivants, dans la mesure où ils n'ont pas été inclus dans le prix payé ou à payer pour les marchandises, à savoir:

- vi) le coût de l'assurance et les frais de transport, les frais de chargement, de déchargement et de manutention et autres frais connexes aux transports des marchandises importées jusqu'aux Fidji;
- b) en déduisant de ce prix, dans la mesure où ils sont inclus dans le prix payé ou à payer pour les marchandises, les éléments suivants:
 - i) les coûts, taxes ou frais ci-après:
 - B) les coûts, taxes ou frais raisonnables qui ont été supportés au titre du transport ou de l'assurance des marchandises à l'intérieur des Fidji ainsi que tout élément raisonnable de coût, taxe ou frais s'y rapportant.

On remarquera que la valeur en douane aux Fidji correspond à la valeur c.a.f. (coût, assurance, fret). Par conséquent, les prix départ usine ou prix f.a.b. ne sont pas acceptés comme valeur en douane.

Question 7, article 6 de la partie 2 de la Liste 1 de la Loi de 1986 sur le tarif douanier

Réponse

Aux fins du recouvrement d'un droit *ad valorem* sur des marchandises importées, le taux de change applicable à la valeur de ces marchandises exprimée dans la monnaie du pays d'où elles ont été importées sera le taux de change à la vente pour les traites à vue aux Fidji, au dernier cours notifié avant la date de l'entrée des marchandises ou, si le Contrôleur en décide ainsi pour faciliter le traitement électronique des données, un taux moyen calculé sur une période de cinq jours ouvrables ou toute autre période jugée convenable pour l'application d'un taux unique aux fins du calcul de la valeur en douane sur une période donnée.

Question 8

Réponse: Article 1 2) de la Loi sur le secret de fonctions

"2) Quiconque:

- a) retient à des fins préjudiciables à la sécurité ou aux intérêts de l'Etat un document officiel, qui a été ou non complété ou délivré pour être utilisé, alors qu'il n'a aucun droit de le faire, ou lorsque cela est contraire aux devoirs de sa charge, ou n'est pas conforme aux instructions données au sujet de ce document par le département compétent ou toute personne autorisée par ce département,
- b) permet à une autre personne de détenir un document officiel destiné à son seul usage, ou communique tout code confidentiel ou mot de passe officiel et secret, ou étant entré en possession d'un document officiel par hasard ou d'une autre manière, ne le restitue pas à la personne ou à l'autorité à laquelle ce document était destiné, ou à un officier de police, ou
- c) sans y être habilité par la loi ou sans motif légitime, fabrique ou vend, ou a en sa possession en vue de la vente tout poinçon, sceau ou timbre mentionné plus haut,

se rendra coupable d'un délit."

Question 9 a)

Réponse: Article 94 de la Loi douanière de 1986

94. 1) Si un différend survient au sujet du montant ou du taux de droit à payer pour des marchandises, ou au sujet de l'assujettissement de certaines marchandises à des droits en vertu de la législation douanière, le propriétaire des marchandises peut payer avec protêt la somme exigée par le Contrôleur au titre des droits payables pour les marchandises, et la somme ainsi payée sera réputée correspondre aux droits à acquitter, sauf décision contraire rendue à l'issue d'une procédure engagée conformément au présent article.

2) Le propriétaire peut:

- a) si le différend porte sur la décision prise par le Contrôleur concernant l'une des questions traitées dans la Liste de la présente loi, dans les trois mois suivant la date de paiement, interjeter un appel devant la juridiction de recours établie en vertu des dispositions de l'article 174;
- b) dans tout autre cas, dans un délai de trois mois à compter de la date de paiement, engager une procédure contre le Contrôleur devant tout tribunal ayant compétence en la matière afin de recouvrer la totalité ou une partie de la somme ainsi payée.

Question 9 b)

Réponse: Article 158 de la Loi douanière de 1986

158. 1) Si une notification de réclamation a été donnée au Contrôleur conformément aux dispositions de l'article 157, ce dernier peut, dans un délai de deux mois à compter de la réception de ladite réclamation:

- a) par notification écrite adressée au requérant, enjoindre à ce dernier d'engager une procédure en recouvrement des marchandises dans un délai de deux mois ou
- b) engager lui-même une procédure pour la confiscation des marchandises.

2) A défaut pour le Contrôleur, dans ce délai de deux mois, d'enjoindre au requérant d'engager une procédure ou d'engager lui-même une procédure, conformément aux dispositions du paragraphe 1) du présent article, lesdites marchandises seront remises au requérant.

3) Si le Contrôleur, conformément aux dispositions du paragraphe 1) du présent article, enjoint au requérant d'engager une procédure dans un délai de deux mois et si une telle procédure n'est pas engagée par le requérant, à l'expiration de ce délai, les marchandises sont réputées avoir été confisquées.

Question 10 a) i)

Réponse: Voir ci-dessous

La législation fidjienne concernant l'évaluation en douane fondée sur l'Accord sur l'évaluation du GATT se trouve dans la partie 1 et la partie 2 de la Liste 1 de la Loi de 1986 sur le tarif douanier.

Question 10 a) ii)

Réponse: Partie 1 et partie 2 de la Liste 1 de la Loi de 1986 sur le tarif douanier

Règlement n° 157

Conformément à la partie 2 de la Liste 1 de la Loi sur le tarif douanier, la valeur des marchandises et des services fournis directement ou indirectement par l'acheteur de marchandises à évaluer sera déterminée conformément au présent règlement:

- a) En ce qui concerne les matières, composants, parties et autres éléments incorporés dans les marchandises à évaluer ou toute matière utilisée pour la production des marchandises évaluées:
 - i) En déterminant:
 - A) leur coût d'acquisition lorsque ces éléments ont été achetés par l'acheteur à une personne à laquelle il n'était pas lié au moment de l'acquisition, ou
 - B) le coût d'acquisition supporté par la personne liée à l'acheteur, lorsque les éléments ont été vendus à l'acheteur par une personne à laquelle il était lié au moment de l'acquisition, mais qui ne les a pas fabriqués, ou
 - C) le coût de production des éléments lorsque ceux-ci ont été produits par l'acheteur ou une personne à laquelle il était lié au moment de la production et
 - ii) En y ajoutant:
 - A) le coût de l'inspection des marchandises à évaluer sur le lieu de production et
 - B) la valeur ajoutée à ces marchandises par toute réparation ou modification apportée après leur acquisition ou leur production.
- b) Dans le cas d'outils, de matrices, de moules et d'autres objets utilisés pour la production des marchandises à évaluer:
 - i) En déterminant:
 - A) le coût d'acquisition si les objets ont été achetés par l'acheteur à une personne à laquelle il n'était pas lié au moment de l'acquisition,
 - B) le coût d'acquisition supporté par la personne liée à l'acheteur, lorsque les objets ont été achetés par l'acheteur à une personne à laquelle il était lié au moment de l'acquisition mais qui ne les a pas produits; ou
 - C) le coût de production lorsque les objets ont été produits par l'acheteur ou une personne à laquelle il était lié au moment de la production, et

- ii) En y ajoutant:
 - A) le coût du transport sur le lieu de production des marchandises à évaluer et
 - B) la valeur ajoutée à ces marchandises par toute réparation ou modification apportée à ces marchandises après leur acquisition ou leur production, et
- iii) En déduisant une somme pour tenir compte de toute utilisation antérieure dont ces marchandises ont pu faire l'objet après leur acquisition ou leur production.
- c) Dans le cas de travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et de design, plans et croquis, exécutés ailleurs qu'aux Fidji et nécessaires pour la production des marchandises à évaluer, en déterminant:
 - i) le coût d'acquisition ou de location, lorsque l'acheteur les a achetés ou loués à une personne à laquelle il n'était pas lié au moment de l'acquisition ou de la location, et que ces travaux ne sont généralement pas accessibles au public,
 - ii) le coût d'acquisition ou de location supporté par la personne liée à l'acheteur lorsqu'ils ont été achetés ou loués par l'acheteur à une personne à laquelle il était lié au moment de l'acquisition ou de la location, mais qui ne les a pas produits, et lorsque ces travaux ne sont pas généralement accessibles au public, ou
 - iii) le coût que doit supporter le public pour les obtenir lorsqu'ils sont généralement accessibles à ce dernier, ou
 - iv) le coût de production de ces travaux lorsqu'ils n'ont pas été produits par l'acheteur ni par une personne à laquelle il était lié au moment de la production.

Question 10 a) iii)

Réponse: Journal officiel des Fidji (Royal Gazette) publié chaque mois

Avis au public du Département des droits de douane et d'accise.

Question 10 b)

Réponse: Non

Question 11 a) et b)

Réponse: Article 161 du Règlement douanier de 1986

161. 1) Lorsque des marchandises sont saisies en vertu d'une mesure de confiscation prise au titre de la présente loi, le Contrôleur peut ordonner la livraison de ces marchandises moyennant la constitution de garanties représentant le double de la valeur des marchandises, avec deux cautions qui devront au préalable être approuvées par le Contrôleur, et ces garanties seront remises et confiées à la garde du Contrôleur.

2) Si les marchandises visées au paragraphe 1 ci-dessus sont confisquées, une somme égale à leur valeur seulement sera versée au Contrôleur qui annulera alors la constitution de garantie.

Question 12 a) et b)

Réponse: Article 13 portant interprétation des termes "explication à l'importateur"

Par "explication à l'importateur", on entend l'explication que le Contrôleur adresse par écrit à l'importateur qui en a fait la demande écrite dans un délai de 30 jours, et dans laquelle il explique la manière dont a été déterminée la valeur des marchandises importées. L'explication ne concernera que les marchandises importées ayant fait l'objet de l'évaluation et ne sera pas valable pour l'évaluation d'autres marchandises importées. Cette procédure n'affecte ni ne remplace la procédure de protêt contre une décision administrative mentionnée dans la présente loi ou toutes autres procédures ou formalités douanières.

Il n'existe pas d'autres réglementations concernant l'explication ci-dessus.

Question 13

Réponse: Voir ci-dessous

Les Notes interprétatives ont été incluses dans la législation fidjienne, notamment dans les articles 2 à 8 de la partie 2 de la Liste 1 de la Loi de 1986 sur le Tarif douanier. Par exemple, la définition des "principes de comptabilité généralement admis" figurant dans la "Note générale" de l'annexe 1 de l'Accord, qui contient les notes interprétatives, se trouve à l'article premier de la Loi de 1986 sur le Tarif douanier, partie 1 de la Liste 1, intitulé "Article relatif à l'interprétation".

On en trouve un autre exemple avec la Note relative à l'article premier, concernant les frais ou coûts non compris dans le prix effectivement payé ou à payer. Cette note se trouve dans la Loi de 1986 sur le Tarif douanier, à l'article 3 1) b) i) de la partie 2 de la Liste 1.

On trouve également des notes générales se rapportant aux Notes interprétatives dans les avis au public n° 2 et 3 et dans les avis du Département des droits de douane et d'accise n° 2, 3 et 4.

Question 14

Réponse: Article 1 11) de la partie 1

L'extrait ci-après de la Loi montre de quelle manière la décision relative aux montants des intérêts a été appliquée:

Article 1 11) "Aux fins de la présente loi, les montants des intérêts au titre d'un accord de financement conclu par l'acheteur et relatif à l'achat de marchandises importées ne seront pas considérés comme faisant partie de la valeur en douane lorsque:

- a) ces montants sont distincts du prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises,
- b) les marchandises sont effectivement vendues au prix déclaré comme étant le prix effectivement payé ou à payer, et

- c) l'acheteur peut démontrer si demande lui en est faite:
 - i) que l'accord de financement a été établi par écrit,
 - ii) que le taux d'intérêt revendiqué n'excède pas le niveau couramment pratiqué pour de telles transactions dans le pays et au moment où le financement a été assuré.

Question 15

Réponse: Voir ci-dessous

Le gouvernement des Fidji n'a pas appliqué, à ce stade, les dispositions de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données. Il en découle évidemment que le coût du logiciel fait partie intégrante du prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises en question.

Il convient toutefois de souligner que la question de la mise en application de cette "Décision" doit encore être examinée par le gouvernement des Fidji compte tenu des incidences financières que représenterait sa mise en oeuvre pour le pays.